

*L'ESS, un levier au service de la résilience
des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV)*

L'ESS dans les QPV de la Communauté d'agglomération Maubeuge-Val-de-Sambre

Un écosystème en gestation
dans un contexte socio-économique post-industriel



©LA VOIX DU NORD

Monographie réalisée par :

Lolita Augay
Claire Bailly
Orane Lemaître

Tutorée par :

Anne Sauvayre, responsable d'études chez FORS-Recherche sociale

Recherche Année scolaire 2020-2021
Juin 2021

SciencesPo
ÉCOLE URBAINE

Avec le soutien de :

avise
Agence d'ingénierie pour
entreprendre autrement

Sommaire

I. Carte d'identité du territoire	2
L'ESS dans la Communauté d'agglomération Maubeuge Val-de-Sambre	2
L'ESS dans les quartiers prioritaires de la Communauté d'agglomération Maubeuge Val-de-Sambre	3
II. L'économie sociale et solidaire : un levier valorisant pour un territoire marqué par une "sociologie du fatalisme"	5

I. Carte d'identité du territoire

La Communauté d'agglomération Maubeuge Val-de-Sambre

- Statut : Communauté d'agglomération
- Situation géographique : région Hauts-de-France, département du Nord (59)
- Siège de l'agglomération : Maubeuge
- Communes principales : Maubeuge, Jeumont
- Superficie : 343,60 km²
- Nombre de communes : 42
- Nombre d'habitants (2017) : 125 651 dont 22 727 (18%) habitent en QPV¹
- Taux de chômage (2017) : 26,2% sur l'ensemble de la population, 48,5% chez les moins de 25 ans. 40,1% dans les QPV.
- Nombre de QPV : 9
- Taux de pauvreté (2017) : 27,5% de la population de l'agglomération (15% à l'échelle nationale)
- Principales caractéristiques du territoire et de sa Politique de la Ville : agglomération à la fois urbaine et rurale, tissu économique largement dominé par l'industrie, ville-centre en perte de dynamisme, absence d'une ville "locomotive".

1

L'ESS dans la communauté d'agglomération Maubeuge Val-de-Sambre

Un tissu économique dépendant de l'industrie

Située dans le département du Nord (59) sur la moitié nord de l'Avesnois, à la frontière avec la Belgique, la communauté d'agglomération Maubeuge Val-de-Sambre (CAMVS) regroupe 43 communes, à la fois urbaines et rurales. Profondément impactée par la désindustrialisation des années 1970, l'agglomération s'est paupérisée et son tissu économique reste aujourd'hui encore largement dépendant du dynamisme de son industrie, secteur dans lequel travaille encore un quart des actifs en 2017². Cette dépendance à l'égard de l'industrie se couple à un taux de chômage élevé et progressif

¹ Insee, *Dossier complet - Intercommunalité-Métropole de CA Maubeuge Val de Sambre*, n°200043396, 2021.

² *Ibid*

(12,7% des actifs en 2012, 17,5% en 2017), un phénomène particulièrement prégnant chez les moins de 25 ans (48,6% en 2017). Dans ce contexte, la notion de résilience territoriale fait écho à la place de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans la diversification d'un tissu économique fragilisé par sa dépendance à l'égard de l'industrie. En effet, l'ESS offre des solutions pour développer des activités dans une diversité de secteurs, autres que l'industrie, et favorise la mise en synergie des acteurs locaux pour répondre aux besoins des habitants.

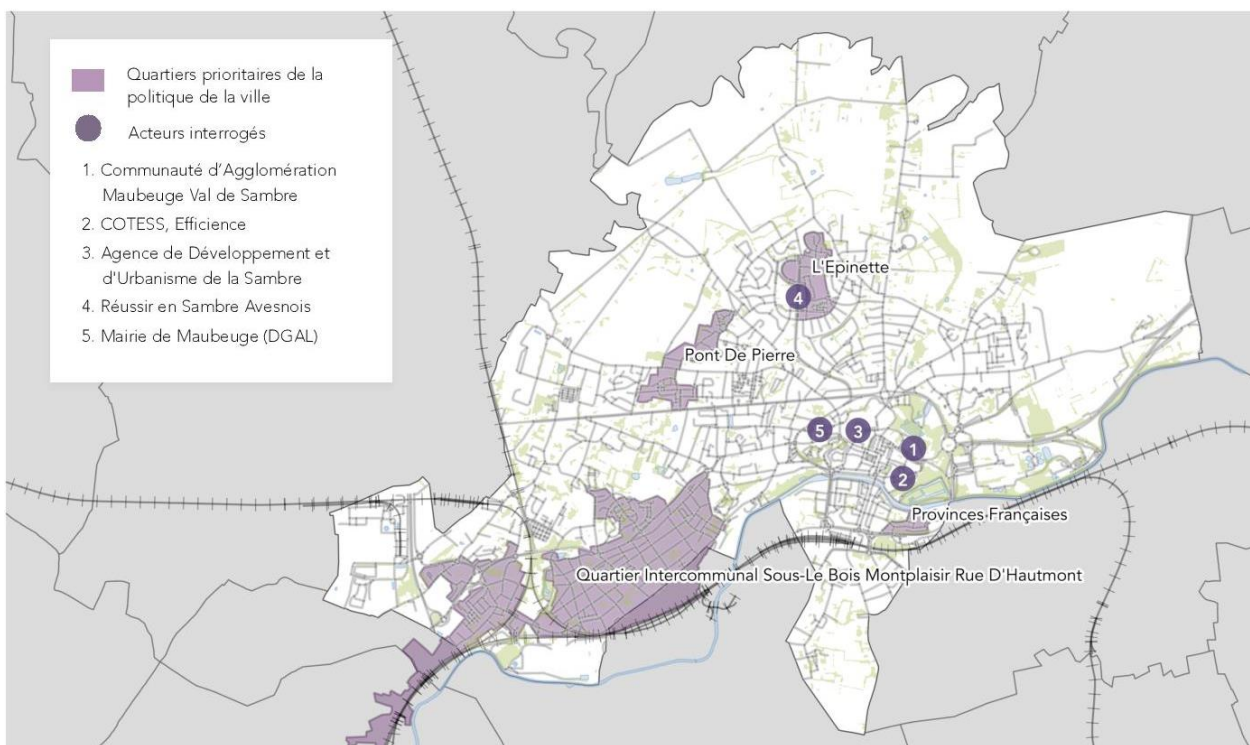
Un déficit d'attractivité

Du point de vue démographique, la ville est marquée par un niveau de natalité supérieur à la moyenne nationale et, de ce fait, une sur-représentation des moins de 29 ans. La jeunesse de cette population soulève de nombreux enjeux au niveau de l'insertion et de la formation, d'autant plus que les moins de 25 ans sont particulièrement exposés au chômage. Cette statistique s'explique notamment par un phénomène de "fuite des cerveaux" des jeunes diplômés, qui poursuivent leurs études à Mons, Charleroi, Valenciennes, Lille, voire Paris et s'y installent à terme. À cela s'ajoute la problématique du manque de médecins et d'infrastructures médicales sur le territoire, alors même que le taux de personnes de plus de 45 ans souffrant d'une affection de longue durée s'élève à 54,5%³. Ainsi, la santé apparaît comme une préoccupation majeure du territoire et est soulignée comme une des priorités du contrat de ville.

2

L'ESS dans les quartiers prioritaires de la communauté d'agglomération Maubeuge Val-de-Sambre

Localisation des QPV et des acteurs de l'ESS interrogés à Maubeuge :



©ORANE LEMAITRE

³ Il s'agit d'affections dont la gravité ou le caractère chronique nécessitent un traitement prolongé et une thérapie particulièrement coûteuse (diabète, parkinson, insuffisance cardiaque grave, ...)

Les QPV de Maubeuge : une forte précarité dans un contexte socio-économique globalement dégradé

Par contraste avec les QPV métropolitains qui sont ségrégués par rapport à un centre plus dynamique, les QPV de l'agglomération s'inscrivent dans un maillage territorial linéaire, où la précarité se manifeste de manière continue sur l'intégralité du territoire. Néanmoins, les QPV concentrent et mettent en exergue les difficultés socio-économiques spécifiques à ce territoire. Le contrat de ville, adopté en 2014, recouvre 7 communes et s'applique à 9 QPV, qui concentrent à eux seuls 18% de la population de l'agglomération. La moitié de la population habitant en QPV réside à Maubeuge, principal pôle urbain de l'agglomération. Les QPV de la ville sont au nombre de 4 : à l'exception du QPV intercommunal Sous-Le Bois Montplaisir Rue D'Hautmont, habité par 9 870 personnes, les 3 autres sont des QPV de plus petite taille.

Les QPV de moins de 2 000 habitants, sont sur-représentés dans les Hauts-de-France (56% contre 48% en France métropolitaine). Ces derniers concentrent des formes extrêmes de précarité, les classes moyennes et supérieures résidant plutôt dans des communes péri-urbaines. Ainsi, sur ce territoire, les structures de l'ESS s'adressent à l'ensemble des populations précaires, contribuant ainsi à la résilience territoriale au-delà des limites administratives des QPV.

Chiffres clés

- 1 580 habitants aux Provinces Françaises
- 1 202 habitants aux Epinettes
- 2 080 habitants à Pont de Pierre

Le quartier des Provinces Françaises : catalyseur des défis du territoire Maubeugeois

La Cour des Comptes a publié, en 2020, un rapport d'évaluation sur l'attractivité des QPV⁴ en produisant notamment un diagnostic exhaustif de l'attractivité du quartier des Provinces Françaises, un grand ensemble de logements collectifs symbolique de la reconstruction de Maubeuge dans les années 1960. Ce QPV se caractérise par des indicateurs socio-économiques plus dégradés que ceux des autres quartiers. Il cristallise et met en exergue les difficultés rencontrées par les populations de la commune et plus largement du département du Nord : les personnes isolées constituent la catégorie familiale la plus concernée par la pauvreté ainsi que les familles monoparentales à bas revenu.

Cette évaluation fait état de la prégnance des problèmes d'insécurité, de l'enclavement et de l'image dégradée dont souffre le quartier. Malgré sa proximité avec le centre-ville, l'image dégradée du quartier et de son bâti sont autant de freins à l'implantation d'une activité économique pérenne. Il est également souligné que les différentes subventions accordées par les financeurs aux structures sociales ne s'inscrivent pas dans une stratégie commune. La faible mobilisation des habitants constatée au sein des conseils citoyens met en exergue les difficultés à créer des dynamiques de co-construction.

Le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU), validé en mai 2019, prévoit la destruction de 65% des logements (soit 470 logements sur les 729 existants actuellement). Le NPRU peut servir de levier à l'implantation de nouveaux espaces dédiés à l'ESS, en s'appuyant sur l'expertise des associations déjà présentes en rez-de-chaussée d'immeubles ainsi que sur la mise en œuvre, par les bailleurs sociaux, d'une politique volontariste de diversification fonctionnelle.

⁴ L'intégralité du rapport est disponible sur <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/levaluation-de-lattractivite-des-quartiers-prioritaires>

L'enchevêtrement des échelons de gouvernance et de compétence, obstacle à la construction de partenariats.

À Maubeuge, la multiplicité des dispositifs et des interlocuteurs relevant de la Politique de la ville complexifie la lisibilité de l'écosystème local et des liens entre acteurs, à la fois pour les décideurs et pour les porteurs de projet de l'ESS. À cela s'ajoute parfois l'enchevêtrement des échelons de gouvernance de certains dispositifs dédiés aux QPV (Europe, État, région, département, intercommunalité et commune). Ainsi, malgré l'existence d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui recense et coordonne la mise en œuvre des dispositifs étatiques, les acteurs locaux témoignent d'un véritable manque de lisibilité des dispositifs de la Politique de la Ville.

Une forte implantation du modèle associatif

- ❖ En 2019, l'ESS représentait 15 758 établissements et 209 049 salariés soit 11,2 % de l'emploi de la région Hauts-de-France.

La majorité des structures de l'ESS dans les QPV relèvent de la forme associative (89,2% au niveau national). Leur modèle économique repose sur des fonds propres et des subventions, parfois déterminantes. Les alternances politiques de la région ont pu fragiliser le modèle économique de certaines associations ayant subi une baisse des subventions accordées, voire un désengagement de la région, comme l'AJONC, association qui implante des jardins partagés sur l'ensemble de la région Hauts-de-France et notamment dans les QPV. Pour autant, le conseil régional déploie des stratégies de soutien au territoire qui peuvent être favorables à d'autres structures de l'ESS (voir plus loin). Cet exemple met en lumière l'importance de décorréliser l'engagement politique et la nécessité de soutenir l'ESS, pour contrer cette instabilité qui peut mettre en péril les structures d'utilité sociale.

II. L'économie sociale et solidaire : un levier valorisant pour un territoire marqué par une "sociologie du fatalisme"

L'ampleur des difficultés socio-économiques du territoire conduit les pouvoirs publics à agir dans l'urgence, et ce d'autant plus depuis le début de la crise sanitaire.

Le numérique, un outil au service de la résilience du territoire

La lutte contre la fracture numérique avait été fléchée comme l'une des orientations stratégiques prioritaires du contrat de ville. Ce constat s'est vu confirmé par l'expérience du confinement, notamment chez les familles ne disposant pas de matériel suffisant pour assurer la continuité pédagogique.

La majorité des activités relevant de l'ESS en Sambre-Avesnois répondent davantage à des impératifs relevant de l'action sociale, qu'à ceux du développement économique et de l'implantation d'activités pérennes, malgré l'offre d'accompagnement offerte par le Point d'Information à la Vie Associative (PIVA) hébergé par le GIP Réussir en Sambre-Avesnois.

Pourtant, comme le démontre l'exemple d'Efficienne, ces deux impératifs ne sont pas opposés et peuvent tout à fait se combiner, notamment dans des structures comme les tiers-lieux qui, en plus de répondre à des impératifs de cohésion sociale et économique, permet de réinvestir des locaux vacants voire des friches industrielles, répondant ainsi aux enjeux spécifiques du territoire du Val de Sambre tout en s'appuyant sur le bâti préexistant et caractéristique de l'identité du territoire.

Efficiencia, creativa y solidaria

Le **tiers-lieu numérique** Efficiencia est un exemple éloquent de la manière dont les acteurs de l'ESS peuvent à la fois répondre à des besoins dans l'urgence, tout en poursuivant la construction d'une résilience de long terme, basée sur la montée en compétences des personnes accueillies et formées au numérique.

Créée en 2016 à l'issue d'un café-citoyen, l'association Efficiencia était originellement une régie publicitaire citoyenne offrant son soutien et une visibilité aux bonnes pratiques qui se développent sur le territoire. Devenue "Efficiencia, créative et solidaria", cette association a développé ses activités en réponse aux besoins des personnes accueillies et formées. Peu à peu, elle s'est muée en un tiers-lieu numérique qui propose des formations, de l'éducation aux médias, du soutien logistique ainsi que des moments de convivialité aux citoyens et citoyennes de Maubeuge.

Pendant la crise, l'association s'est mobilisée pour distribuer des ordinateurs aux familles et aux collègues afin d'assurer la continuité pédagogique malgré les confinements. Labellisée "Grande École du Numérique", elle est en parallèle devenue un centre de formation diplômant, qui assure la formation de personnes éloignées des sphères de l'emploi. Le modèle économique de l'association s'est développé et repose sur une part croissante d'auto-financement, alimentée par des prestations réalisées par les personnes formées à Efficiencia (réalisation de sites web, communication). En s'appuyant sur une diversité de ressources, l'association réduit de ce fait sa dépendance à l'égard des subventions de l'État, des collectivités ou des financeurs privés. 80 ordinateurs ont ainsi été donnés pendant la crise sur la base des fonds propres de l'association.

Plus d'infos : <https://www.efficiencia59.fr/>

Le GIP Réussir en Sambre, un interlocuteur privilégié et inédit

Déclinaison de la politique régionale de développement économique, le Plan Local de Développement Économique (PLDE) se présente comme le principal document structurant de l'ESS en Sambre-Avesnois. Celui-ci a pour particularité d'englober 4 intercommunalités, et d'avoir donné naissance à un acteur de gouvernance inédit sur le territoire français : le GIP Réussir en Sambre Avesnois. Fruit de la fusion des Missions Locales et des PLIE, ce dernier s'est vu déléguer la compétence communautaire de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de développement de l'ESS en 2011. Depuis, il est chargé d'une mission de diagnostic et de recensement de ressources, de renforcement de l'ingénierie et des coopérations, diagnostiquées comme déficitaires en 2012.

Ce consortium regroupe 4 communautés d'agglomération du Sambre-Avesnois, soit 133 communes pour environ 235 000 habitants. Le GIP est chargé à la fois de l'élaboration de diagnostics et de la mobilisation de partenaires capables de répondre aux enjeux mis en lumière par ces derniers. C'est par exemple le cas de la mobilité, qui apparaît comme un levier incontournable d'émancipation des individus dans un contexte marqué par un déficit de transports publics.

Il a été diagnostiqué que sur le territoire du Sambre-Avesnois, la possibilité de se déplacer par ses propres moyens est structurante dans l'accès à l'emploi, aux études et à la sociabilité dans ce territoire. 84% de la population se rend au travail en voiture, camion ou fourgonnette, ce qui s'explique par la faible densité du territoire. Ce constat a mené au déploiement, par le GIP, d'une stratégie de financement de permis solidaires. Elle organise l'accès à des formations dans des auto-écoles solidaires qui proposent une pédagogie adaptée aux potentielles difficultés des publics identifiés (barrière de la langue, difficulté d'apprentissage ou de concentration...).

Le GIP produit ainsi des ressources territoriales, tout en jouant un rôle de médiateur entre les publics bénéficiaires et les institutions. Cette médiation se manifeste notamment sur le plan éducatif avec l'organisation de rencontres dans les collèges et lycées avec des entrepreneurs de l'ESS, auprès des collégiens et lycéens, en partenariat avec la fondation Entreprendre pour Apprendre.

Ce travail de sensibilisation et d'autonomisation des élèves sera, à l'issue de la crise, d'autant plus important que les fermetures d'établissements scolaires ont été à l'origine d'un phénomène important de décrochage scolaire. Le GIP va également à la rencontre des publics qui ne viendraient pas spontanément demander de l'aide, un phénomène particulièrement prégnant en QPV et chez les publics les plus fragiles (honte, accès restreint à l'information, barrière de la langue...). Ainsi l'équipe de 110 conseillers et conseillères se déplacent sur le terrain afin d'identifier et d'entrer en contact avec les personnes les plus fragiles.

« Le phénomène de décrochage scolaire s'est accompagné d'une hausse des violences et de la délinquance chez les plus jeunes, il y a un véritable travail de médiation à faire »

Fatiha Kacimi, chargée de projet ingénierie ESS au GIP

L'enjeu de la formation et de l'insertion pour les Invisibles

Le dispositif "Zéro jeunes invisibles en Sambre Avesnois" s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation. Estimés à 660 en Sambre-Avesnois, ces jeunes sont l'objet d'une opération de repérage et d'accompagnement financée dans le cadre d'un appel à projets lancé en 2015 par la région Hauts-de-France. Organisée par la Fédération des Centres sociaux du Sambre-Avesnois, en contact avec le GIP Réussir en Sambre, ce sont au total 164 jeunes qui ont été repérés en 2020 et 110 accompagnés dans leur projet.

Le rôle déterminant des bailleurs sociaux

Les acteurs de la politique de la ville disposent de leviers pour encourager et pérenniser l'implantation de structures de l'ESS dans les QPV. À cet égard, l'exemple de la politique volontariste mise en œuvre par le bailleur social des Provinces Françaises, Partenord Habitat, est éloquent. Souhaitant stimuler la diversification fonctionnelle de ce quartier principalement résidentiel, ce bailleur social a utilisé l'abattement sur la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour proposer des loyers attractifs aux associations et entreprises souhaitant s'installer en rez-de-chaussée d'immeubles. Cela a notamment permis d'y installer l'Association régionale ressources formations dans l'aide aux personnes (ARRFAP), une école de formation dans le domaine du travail social, une association d'aide à la réinsertion des détenus ainsi qu'une association de médiation culturelle, en relation étroite avec les bénévoles des jardins du Mistral, les jardins partagés du quartier. Au total, 28 logements ont été mis à disposition d'associations, de la mairie ou de services de proximité encadrés par le bailleur.

Ainsi, les opérations de renouvellement urbain engagées par le Nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) représentent une opportunité, pour les bailleurs sociaux, de penser la mise à disposition de locaux et, de ce fait, la création d'emplois non-délocalisables relevant de l'ESS. Selon Partenord Habitat, cette politique a permis la création directe et indirecte de 109 emplois sur le site en 10 ans. Cette diversité fonctionnelle des quartiers par le biais du développement des activités en rez-de-chaussée peut être doublée d'une politique ambitieuse de reconversion économique à l'échelle territoriale, position tenue par la région au travers la promotion de la « troisième révolution industrielle ».

La troisième révolution industrielle, un outil à saisir par le champ de l'ESS

Promue par la région Hauts-de-France, cette expression théorisée par Jeremy Rifkin fait référence au développement de nouvelles technologies de l'information et de la communication. Centrale dans la stratégie de reconversion économique de la région depuis 2012, cette dernière a été accompagnée par le conseil régional et les fonds européens dans le cadre du pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache, un programme signé entre 8 intercommunalités partageant les mêmes caractéristiques socio-économiques.

Donner de l'autonomie au territoire et du pouvoir d'agir à ses habitants

Malgré le dynamisme de la puissance publique qui met en œuvre de nombreux programmes ayant pour vocation de redynamiser le territoire, de nombreuses variables influent sur la réussite de leur implantation. Parmi elles, des facteurs difficilement objectivables mais mentionnés comme déterminants par les acteurs rencontrés. L'une des faiblesses des QPV maubeugeois, soulignée à la fois dans le rapport de la Cour des Comptes et par les acteurs locaux, réside dans la faible mobilisation des usagers du quartier. Malgré des politiques volontaristes et la multiplicité des dispositifs et associations à disposition des habitants, les acteurs font état d'un certain immobilisme et de la prégnance d'une "sociologie du fatalisme".

Le centre social ainsi que les services et structures de l'ESS sont souvent approchés comme des prestataires de services plutôt que comme des accompagnateurs. Néanmoins, les jardins partagés semblent déroger à cette tendance : par la production maraîchère et le partage de moments conviviaux dont ils sont le support, les jardins partagés sont à la fois des moyens de (re)donner du pouvoir d'agir aux habitants tout en contribuant à la résilience territoriale sur le plan alimentaire. On peut à cet égard citer les Jardins du Mistral, jardins familiaux inaugurés en 2013 suite à la destruction du groupe scolaire des Provinces Françaises, ou encore le jardin des Amis des jardins ouverts et néanmoins clôturés (AJONC), au cœur du QPV Pont de Pierre.

L'AJONC

Cette association loi 1901 crée et anime des jardins communautaires sur l'ensemble de la région Hauts-de-France. Parmi les 80 jardins essaimés sur l'ensemble de la région, le jardin du QPV des Présidents est un lieu d'apprentissage, d'échange et de convivialité, nouant sensibilisation à l'écocitoyenneté, renforcement du lien social de quartier et production maraîchère. Malgré l'impact de ces jardins sur l'amélioration du cadre de vie, l'autonomisation des populations et la résilience alimentaire des quartiers, l'association a été contrainte, en 2017, de réduire drastiquement ses effectifs suite à une forte baisse des subventions accordées par le conseil régional.

Plus d'infos : <http://ajonc.org/>

Les jardins peuvent également servir de support d'insertion, agissant sur plusieurs critères permettant d'assurer la résilience territoriale tout en s'adressant aux publics les plus exposés à la précarité sous toutes ses formes. Les jardiniers de l'Espoir, chantiers d'insertion d'une quinzaine d'années gérés par l'association AGIIE à Sous-le-Bois à Maubeuge en sont une éloquente illustration : en alliant insertion par l'activité économique, circuits-courts, production en agriculture biologique, ces jardins illustrent la possibilité concilier durabilité, insertion et inclusivité en milieu urbain. Qui plus est, l'AGIIE, qui emploie au total plus de 110 personnes à l'année, mène une politique en faveur de l'égalité femmes-hommes en choisissant de réserver 50% de ses effectifs aux femmes, beaucoup plus exposées au chômage que les hommes. Aussi ces initiatives font-elles partie intégrante du projet "Quartiers Fertiles" porté par l'agglomération dans le cadre du NPNRU.

Les Quartiers fertiles, un levier de résilience à disposition des collectivités

L'agriculture urbaine fait, depuis 2020, partie intégrante du NPNRU. Dans ce cadre, le gouvernement a mis en œuvre, en partenariat avec l'Agence nationale de la cohésion des territoriale (ANCT), un programme de financement et d'accompagnement à destination des collectivités souhaitant développer l'agriculture urbaine dans le cadre de la rénovation des QPV concernés par le NPRU.

Lauréate de ce programme, l'agglomération projette de valoriser 6 hectares de friches en y implantant une activité de maraîchage en insertion, en partenariat étroit avec les jardins déjà présents sur les quartiers de Pont de Pierre, des Provinces Françaises ainsi que sur le chantier d'insertion de Sous-le-Bois. Ce projet concerne les trois QPV de Maubeuge inscrits parmi les 450 QPV du NPNRU et fait également partie de la stratégie agricole et alimentaire de l'agglomération et de son programme alimentaire territorial (PAT), en cours d'élaboration.

L'ESS DANS LES QPV DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MAUBEUGE-VAL-DE-SAMBRE PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LES FREINS

- Une incertitude liée à l'évolution de l'industrie sur le territoire
- La "fuite des cerveaux" vers les villes plus attractives
- Une désertification médicale et une population vieillissante
- Un sentiment de déclassement et de fatalisme
- L'urgence de la gestion des difficultés sociales des habitants, aux dépens du développement économique et de la construction d'une résilience territoriale sur le long terme
- La variabilité de certaines subventions, notamment régionales
- L'enchevêtrement des compétences entre échelons de gouvernance

LES LEVIERS

- Redorer l'image du territoire et rendre attractive la ville de Maubeuge
- Encourager l'auto-financement des structures
- Accompagner l'émergence d'initiatives valorisantes et améliorer le pouvoir d'agir des habitants
- Une meilleure coordination entre acteurs et une clarification des dynamiques partenariales
- Diversification du tissu économique
- Mettre la 3^{ème} Révolution Industrielle au service de la montée en compétence et de l'insertion économiques des jeunes du Sambre-Avesnois
- Travailler sur l'attractivité du territoire pour renforcer les ancrages territoriaux
- Assurer l'autonomie financière et la diversification du modèle économique des structures de l'ESS, notamment associatives, pour renforcer leur résilience

Remerciements

Nous souhaitons remercier les personnes suivantes pour leur collaboration à cette étude :

- **Julien Boidin**, chargé de mission animateur territoriale à Acteurs Pour une Economie Solidaire (APES)
- **Marianne Crépin**, animatrice régionale du réseau PIVA au Mouvement Associatif Hauts-de-France
- **Maxime Godefroy**, délégué à l'action public et plaidoyer au Mouvement Associatif Hauts-de-France
- **Fathia Kacimi**, chargée de Projet Ingénierie ESS, Mobilité Inclusive, Entrepreneuriat Social au GIP Réussir en Sambre-Avesnois
- **Véronique Mangeot**, chargée d'études à la Chambre régionale de l'ESS des Hauts-de-France
- **Pierre-Edouard Martin**, directeur adjoint de l'IREV - Centre de ressources Politique de la ville des Hauts-de-France
- **Jamel Medjahed**, directeur d'Effcience et président du Conseil Territorial de l'Economie Sociale et Solidaire (COTESS)
- **Myriam Sénécal**, directrice générale adjointe des services à la Mairie de Maubeuge
- **Vincent Vaillant**, chargé d'études à l'Agence de développement et d'Urbanisme de la Sambre (ADUS)
- **Benjamin Vanvincq**, chargé de mission à l'Observatoire Régional de la Vie Associative